HAL
open science

Des UMIFRE au chevet d'un débat de société

Myriam Catusse

To cite this version:

Myriam Catusse. Des UMIFRE au chevet d'un débat de société. Cahiers des IFRE, A paraître, #14, pp.73 - 82. hal-01651113

HAL Id: hal-01651113

https://hal.science/hal-01651113

Submitted on 2 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DES UMIFRE AU CHEVET D'UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ

Myriam Catusse
CNRS (IREMAM, UMR 7310)
Directrice du département des études contemporaines de l'Ifpo 2013-2017

Texte inédit

analyse localisée du politique
engagement politique
IFRE
radicalisation
sciences sociales
violence

8 – 16

Cet article revient sur certains des débats qui ont animé la journée d'étude organisée autour des radicalismes en janvier 2017 au Centre Marc Bloch à Berlin à l'initiative de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du MEAE. Il invite à discuter notamment de l'apport de savoirs accumulés, outils d'analyse et données originales produites au sein d'UMIFRE au Proche-Orient et au Maghreb : l'Ifpo au Proche-Orient, le CEDEJ en Egypte, l'IRMC en Tunisie, le CJB au Maroc ou le CEFAS dans le Golfe. Si le terme de « radicalisation » est chargé d'histoire, de projections et d'usages variés qui interpellent – en tant que tels – les sciences sociales, il s'agit ici d'avantage de montrer comment des recherches ancrées dans des terrains, pluridisciplinaires et soucieuses des situations, des processus et dispositions – sociales, générationnelles, idéologiques –, offrent des cadres féconds et kaléidoscopiques pour comprendre des logiques d'engagement politique usant de la violence.

Le sociolinguiste Ph. Blanchet fait de l'adjectif « radical » et de ses dérivés « radicalisme » et « radicalité » mais aussi « radicalisation », des « mots piégés de la politique » par excellence, dont il nous invite à déjouer les chausse-trappes[1]. Dans les contrechamps des guerres d'Irak et de Syrie, des attentats perpétrés en Europe au nom d'Al-Qaida puis de Daech, ou des départs de jeunes européens vers les champs de bataille du Proche-Orient, les occurrences toute contemporaines de leur répertoire linguistique en France, recèlent d'ambiguïtés, de non-dits et de raccourcis. Tout comme pu l'être à d'autres moments « fanatisme » pour reprendre le bel essai du philosophe A. Toscano[2], son emploi récent concerne les adversaires et pourfendeurs de l'ordre civique et démocratique[3]. Rappelons que ces derniers ont pu prendre plusieurs visages : en France, le glissement de sens entre « radicalisme » – une injonction au retour aux fondamentaux, à la démocratie « originelle » – et « radicalité » – une position extrême – date des luttes de la monarchie de juillet[4]. Ces acceptions ont d'ailleurs pu s'inscrire, plus tard, dans différentes doctrines d'État, comme le rappelle B. Laumond, auteur d'une belle thèse, accueillie par le Centre Marc Bloch,

[1] Blanchet Ph., *Les mots piégés de la politique*, Paris, Textuel, 2017.

[2] Toscano A., *Le fanatisme : mode d'emploi*, Paris, La fabrique édition, trad. Française, 2011.

[3] Al-Matary S., "Radical, e", https://selp.eu/lexique/radical-e/#_ftn13, 2016, consulté le 27/09/2017.

[4] Baal G., *Histoire du radicalisme*, Paris, La Découverte, 1994.

sur les politiques françaises et allemandes à l'égard des « droites radicales »[5].

Si la recherche, appelée aujourd'hui à éclairer les processus de violence politique et des « nouveaux paradigmes du radicalisme »[6], s'emploie à appeler au comparatisme et à l'historicisation de ces notions piégées, comme des réalités foncièrement complexes et plurifactorielles, qu'elles entendent décrire (les « radicalisations » au pluriel)[7], reste que depuis le tournant des années 2000 et le traumatisme du 11 septembre, la problématique se décline avant tout, dans une sorte de métonymie, autour des interactions entre Islam et violences politiques. Radicalisme se conjugue, souvent sans sous-titre, avec « salafisme » ou « jihadisme », néologismes indigénisés en quelque sorte, sans traductions en arabe. Ainsi, quand bien même rappelle-t-on qu'il est d'autres radicalismes politiques ou religieux, l'antagonisme proposé aujourd'hui par exemple par l'opposition des thèses en France de O. Roy et K. Kepel, au sujet du développement d'un « jihadisme » français (islamisation de la radicalité[8] vs radicalisation de l'islamité[9]), pourrait saturer l'espace de la réflexion : non seulement sur le caractère opératoire de la notion de « radicalisation » et de ses corollaires (la « déradicalisation ») pour décrire ce qu'il se passe, sur les logiques plurielles du passage à l'acte et explication de la violence politique[10] mais encore sur les espaces de la comparaison (un temps « désorientée », la réflexion s'est rapidement « réorientalisée », en quête d'une explication intrinsèque à l'islam par exemple ou à des paradigmes propres aux dynamiques des sociétés du Maghreb et du Proche-Orient et leurs « débordements » en Europe, si l'on forçait le trait).

© La Revue du crieur, n°3

UN REGARD DE RENARD

La journée d'étude organisée autour des radicalismes en janvier 2017 au Centre Marc Bloch à Berlin à l'initiative de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du ministère de l'Europe et des affaires internationale, a contribué, s'il en était besoin, à montrer le contraire. Le champ de la « radicologie » (si l'on ose ce mauvais néologisme : certains revendiquent même, aux marges des sciences sociales, une expertise en « jihadologie »[11]) demeure embryonnaire et impropre au développement d'une discipline scientifique propre – un mode de connaissance systématisé et spécialisé. Il peut être le théâtre d'âpres querelles scientifiques entre politistes, sociologues ou historiens, comme le décrit L. Dakhli, historienne au Centre Marc Bloch[12]. Et il nourrit, s'il en était besoin, des réorientations et un renouvellement de nos dispositifs de travail (par exemple avec la création en France de postes d'enseignants-chercheurs sur « l'islamologie et la radicalisation » en 2016 (soit dit en passant, établissant, par l'intitulé même du programme, un lien à expliciter entre islam et radicalité), ou l'appel à proposition « attentats-recherche » du CNRS en 2015). S'il a contribué à ouvrir de nouveaux chantiers de recherches en France ou plus souvent à les réinterroger (par exemple sur les violences et les pratiques religieuses dans les prisons françaises[13] ou sur les processus de conversion[14]), il génère aussi des frustrations réciproques exposées par L. Bonnefoy, dont les travaux au CEFAS au Yémen, puis à l'Ifpo dans les Territoires palestiniens et désormais au CERI, s'attachent à comprendre l'histoire et les ressorts contemporains du « salafisme » dans la péninsule arabique[15]. Les entreprises

[5] Laumond B., « Répondre à la droite radicale : regards croisés entre la France et l'Allemagne », *Cahiers de la Justice et de la Sécurité,* n°30, mars, 2015, pp. 43-51.

[6] Khoskhokavar F., 2016, « nouveaux paradigmes de radicalisation en prison », http://www.justice.gouv.fr/art_pix/Travaux_et_doc_83_Fait_religieux_en_prison_opt.pdf.

[7] Semelin J., Ollitraut S., Arc S., « Comprendre la radicalisation », *Le Journal du CNRS*, Paris, pp. 16-18.

[8] Roy O., 2016, *Le Djihad et la mort*, Paris, Le Seuil, coll. « Débats », 2016.

[9] Kepel G., *Terreur dans l'Hexagone : Genèse du djihad français*, avec Antoine Jardin, Paris, Gallimard, 2015.

[10] La Valle N., Lavergne C., Lenormand M., Tangy L., « Penser la violence politique, de l'Argentine à l'Europe. Entretien croisé avec Fanny Bugnon, Isabelle Lacroix et Isabelle Sommier », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], #14 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 28 septembre 2017. URL : http://traces.revues.org/6004 ; DOI : 10.4000/traces.6004.

[11] Caillet R., « les mots du jihadisme », *Libération*, 29 novembre 2016.

[12] Dakhli L., « L'islamologie est un sport de combat », *La revue du crieur*, Paris, La Découverte, 2016.

[13] Khoskhokavar F., *Prisons en France. Violence, radicalisation, déshumanisation... Quand surveillants et détenus parlent*, Paris, Editions Robert Laffont, 2016, *Quand Al Qaïda parle. Témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset ; 2006, (avec James A. Beckford et Danièle Joly), *Muslims in Prison. Challenge and Change in Britain and France,* Palgrave Macmillan Publisher, 2005, *L'islam dans les prisons*, Paris, Editions Balland. 2004.

[14] Lepape L., *Une autre foi. Itinéraires de conversion en France : juifs, chrétiens, musulmans,* Aix en Provence, IREMAM/Presses universitaires de Provence, 2015.

[15] Bonnefoy L., « Des islamologues contre l'organisation de l'État islamique. Les limites de l'enrôlement des chercheurs », *Orient XXI*, 2 mai 2016, [en ligne], http://orientxxi.info/magazine/des-islamologues-contre-l-organisation-de-l-etat-islamique,1315,1315, consulté le 01/01/2017.

sociologiques ou historiques de compréhension de la violence font, de fait, l'objet d'attaques régulières[16] : d'une part, lorsqu'on leur reproche de se cantonner à leur domaine de compétence (établir des diagnostics, à partir de méthodes des sciences sociales) sans proposer d'ingénierie pour résoudre les problèmes sociaux ; d'autre part, lorsqu'on considère coupable socialement et politiquement, la question de « l'autonomie par rapport aux valeurs » de la démarche scientifique[17].

C'est bien le questionnement sur l'autonomie de la recherche et sur ses modes d'articulation avec les demandes du monde social qui est en jeu. La dépréciation actuelle des sciences sociales en général, et de leur capacité à expliquer de façon simplificatrice les origines ou les formes de ces violences en particulier, voir du danger qu'elles insuffleraient[18], peut en effet manifester des difficultés de nos professions à faire valoir leur utilité au regard des grands enjeux de société et de leur fragilisation dans l'approche fonctionnaliste des savoirs[19]. Pourtant, des travaux menés sur les terrains européens ou proche-orientaux, dans des disciplines qui ne se cantonnent pas aux frontières de « l'islamologie » bien au contraire, apportent un socle de savoirs diversifiés, construits à partir de protocoles explicités, à mobiliser pour mieux comprendre certaines des facettes complexes de ces violences politiques. Ils doivent par-là contribuer à reformuler ces questionnements, et apporter des éléments d'intelligibilité à un débat caractérisé par son lot d'incompréhensions, de préjugés, ou d'explications mono-causales.

Cet article se propose d'en pointer certaines. Il invite à discuter l'apport de travaux, savoirs accumulés, outils d'analyse, données empiriques à (re)valoriser[20], et à repérer les pépinières de nouvelles recherches qui se dessinent au sein d'UMIFRE menant ou partageant des programmes au Proche-Orient et au Maghreb : l'Ifpo au Proche-Orient, le CEDEJ en Égypte, l'IRMC en Tunisie, le CJB au Maroc ou le CEFAS dans le Golfe. Bien évidemment, ces travaux ne peuvent – et ne doivent – se substituer aux recherches en Europe sur les « radicalismes » politiques ou religieux qui s'y jouent, sous peine d'un culturalisme grossier. Mais, en favorisant les enquêtes de terrain, l'exploration d'archives, l'attention à la circulation des questionnements dans différentes arènes, et notamment celles des débats au Proche-Orient et au Maghreb, ils invitent à une comparaison critique et raisonnée des savoirs et des mots « d'ici et là-bas », pour reprendre l'invitation de l'anthropologue C. Geertz, dans un débat inondé de recours aux références, de traductions ou de projections. Face à ces problèmes complexes, ils apportent, par leurs angles de questionnements très rarement construits autour de la radicalisation en tant que telle, une compréhension « de renards » plutôt que de « hérissons », kaléidoscopique plutôt que mono-causale, pour reprendre les termes du fameux essai d'I. Berlin : « Mieux vaut sûrement ne pas prétendre calculer l'incalculable, ne pas prétendre qu'il y a un point archimédien en dehors du monde à partir duquel tout est mesurable et modifiable ; mieux vaut employer dans chaque contexte les méthodes qui lui semble convenir le mieux, celle qui donnent (pragmatiquement) les meilleurs résultats ; résister aux tentations de Procruste »[21].

ISLAMISMES

Un débat publié par la revue *Esprit* à la veille des attentats aux États-Unis en 2001 a pu poser les jalons d'une première génération de travaux. A. Roussillon y discutait avec F. Burgat, G. Kepel et O. Roy de « l'islamisme »[22]. Les trois premiers avaient été doctorants ou chercheurs au CEDEJ en Égypte, observant notamment, après la révolution iranienne de 1979 et l'expression « d'islams politiques », les dynamiques entourant l'histoire, les mobilisations et productions doctrinales locales et souvent clandestines des Frères musulmans. Les deux premiers, au moment où sort ce numéro, dirigeaient respectivement le CJB au Maroc et le CEFAS au Yémen ; le troisième la chaire Moyen-Orient-Méditerranée à Science po Paris. O. Roy quant à lui s'intéressait aux relations entre islam et politique à partir de ses premiers travaux en Afghanistan et en Iran, pour ensuite avec G. Kepel déplacer ses réflexions vers l'Islam en Europe. Prenant distance avec l'hypothèse de « cycles de l'islamisme » bornés par des déclins ou des renouveaux de « l'islam radical »[23] (le « post-islamisme » ou le

[16] Lahire B., *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La Découverte, 2016.

[17] Beitone A., Martin Baillon A., « La neutralité axiologique dans les sciences sociales, Une exigence incontournable et incomprise », *Revue du MAUSS permanente*, 18 décembre 2016, [en ligne] http://www.journaldumauss.net/./?La-neutralite-axiologique-dans-les-1340, consultée le 03/10/2017.

[18] Bronner G., Gehin E., *Le Danger sociologique*, Paris, PUF, 2017.

[19] Hanafi S., Arvanitis R., *Knowledge Production in the Arab World: The Impossible Promise*, New-York, Routledge, 2015.

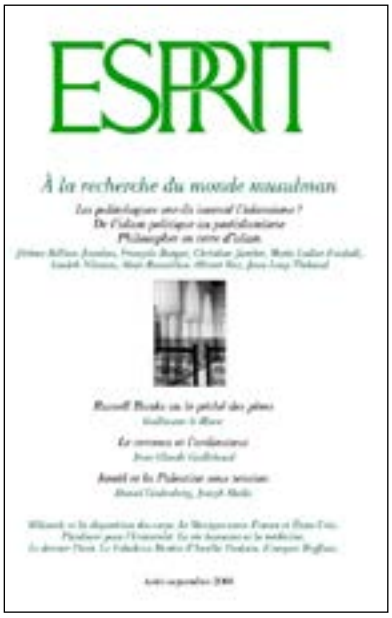
[20] Sur ce socle de connaissance et le rôle qu'y tiennent les UMIFRE : Alliance Athéna, 2016, *Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent. État des lieux, propositions, action*, Paris, la documentation française, [en ligne] http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000158.pdf, consulté le 02/10/2017 .

[21] Berlin I., *The Hedgehog and the Fox : An Essay on Tolstoy's View of History, London, Weidenfeld & Nicolson*, 1953, [en ligne] https://archive.org/stream/TheHedgehogAndTheFox-IsaiahBerlin/hedgehog-berlin_djvu.txt, consulté le 02/20/2017.

[22] « A la recherche du monde musulman », *Esprit*, août 2001.

[23] L'expression est notamment utilisée en France par B. Etienne dans *L'Islam radical*, Paris, Hachette, 1987.

« néo-fondamentalisme » pour reprendre les catégories d'alors), A. Roussillon rappelait qu'elle est « infalsifiable au sens où K. Popper parlait du marxisme : la force de conviction de modèles appliqués tous azimuts, d'un bout à l'autre d'un supposé « monde musulman » a pour contrepartie le caractère mécanique de son application et la superficialité des analyses, dans le contexte de sociétés qui ne sauraient être réduites à la dimension religieuse de leur être-au monde »[24]. Aussi invitait-il à prendre au sérieux la façon dont les représentations contrastées de l'islam, et les « parler (politiques) musulmans » au sens où l'entend F. Burgat[25], non seulement étaient le produit d'histoires et de configurations sociales qu'il nous appartient de découvrir et de comprendre mais peuvent contribuer à construire elles-mêmes les réalités qu'elles prétendent décrire. S'y comprennent, de façons non exclusives, leurs formes violentes, « radicales ». De fait, plusieurs travaux méritent qu'on s'y replonge, qui rendent compte de la densité – mais aussi et surtout d'hypothèses formulées à partir d'enquêtes empiriques – des recherches menées, grâce au soutien des UMIFRE (ou leurs ancêtres, le CERMOC à Beyrouth et Amman, l'IFEAD à Damas, le CFEY à Sanaa) ou en leur sein, au plus près de terrain.



LA QUESTION DU LOCAL : STRATÉGIE DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSE DE TRAVAIL

La problématique du « local » s'y exprime à la fois comme stratégie de recherche (importance accordée au terrain, à la langue, aux textes dans leurs contextes, aux configurations sociales) mais aussi comme hypothèse de travail : loin d'analyses surplombantes considérant les objets étudiés comme des exemples, des lieux de validation de thèses générales, au contraire l'essentiel de ces travaux montrent le caractère explicatif des appartenances locales, des relations de pouvoir dans leurs espaces propres et leurs histoires. La thèse de B. Rougier (qui plus tard prendra la direction du CEDEJ), l'une des premières en France, sinon la première, sur le jihadisme, présente une étude fine et inédite de l'ancrage, dans le huis clos des camps de palestiniens au Liban dans les années 1990, d'un militantisme se revendiquant d'un « jihadisme » guerrier. Certes né en Afghanistan et mondialisé, le conflit qu'il exprime s'avère profondément enchâssé dans l'histoire et la géographie politique de la question palestinienne au Liban : « combattants sans territoires, les militants salafistes palestiniens se sont investis dans la défense imaginaire des frontières de l'identité, en s'autoproclamant protecteurs et gardiens de la cause de l'islam sunnite partout dans le monde »[26]. Cette perspective proposant de regarder au plus près, « au quotidien », et dans ce qu'ils peuvent avoir d'autonomes, des formes d'engagement qui trouvent ailleurs des matrices pour agir ici (des « modèles de comportements détachés de leurs contextes locaux et recyclables dans d'autres lieux et pour d'autres situations »[27]) se révèle féconde. G. Kepel puis P. Haenni, auteurs de deux ouvrages de référence sur la prédication islamiste des Frères musulmans et de la *Gamaa islamiyya*, accueillis et soutenus par le CEDEJ dans les années 1980 pour le premier et 1990-2000 pour le second, soulignent eux aussi l'importance d'une approche située et localisée : la matrice égyptienne pour ce qui est du travail de G. Kepel[28] et la prévalence de l'ordre local – celui du « quartier » ville d'Imbaba – dans la recherche de P. Haenni[29]. C'est cette même perspective, valorisant l'enquête *in situ*, le travail sur archives et la production de données empiriques sur des terrains très peu explorés, qu'adopte L. Bonnefoy, soutenu par le CEFAS quelques années plus tard au sujet du Salafisme yéménite[30]. Ses recherches sur plusieurs années, notamment dans la faculté de Lab'ous, dans le Sud du pays, s'intéresse entre autres au développement d'une « sous-culture » salafie (sous-culture au sens anglo-saxon de *subculture*, qui désigne des formes plus ou moins avant-gardistes d'expression de valeurs et de pratiques propres à un groupe social) qui n'est, d'une part, pas le fait de l'importation

[24] Roussillon A., « Les islamologues dans l'impasse », *Esprit*, août 2001, p. 97.

[25] Burgat F., « Les mobilisations politiques à référent islamique », in Picard E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, pp. 79-99.

[26] Rougier B., *Le Jihad au quotidien*, Paris, PUF, 2004, p. 19.

[27] Idem, p. 243.

[28] Kepel G., *Le prophète et le pharaon. Les mouvements islamistes dans l' Égypte contemporaine*, Paris, La Découverte, 1984.

[29] Haenni P., *L'Ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris-Le Caire, Karthala/CEDEJ, 2005.

[30] Bonnefoy L., *Salafism in Yemen: Transnationalism and Religious Identity,* C. Hurst & co, 2011.

© The edible complex, Imgur, 2015

Imbaba, Le Caire

directe ou sans filtres de doctrines élaborées ailleurs (en revanche, il peut exprimer la volonté d'adhérer à une « manière de vivre saoudienne », associée à une promesse de prospérité) et qui d'autre part, s'inscrit – dans ce contexte précis – dans une attitude volontairement distante vis-à-vis de la politique.

Cette approche localisée du politique a été influencée dans les couloirs de ces UMIFRE par trois raisons au moins. D'abord, l'importance des études sur l'urbain qu'elles ont pu accueillir (avec le développement d'Observatoires urbains[31] dans les années 1990) a favorisé la discussion avec les géographes et permis de réfléchir aux effets de lieux[32] ; ensuite, nos disciplines elles-mêmes, telles qu'elles se développent dans l'espace francophone de la recherche, nous ont poussé ces dernières décennies à des analyses localisées du politique, à une attention à l'histoire au ras du sol, etc. ; enfin, le recours à des protocoles d'enquêtes classiques et rigoureux, notamment par une jeune génération de chercheurs qui doivent défendre leur travail dans un monde de la recherche et de l'enseignement fortement sélectif, a accentué encore la construction raisonnée d'espaces d'investigation.

Ces travaux montrent comment les politiques d'aménagement du territoire ont contribué à ghettoïser, à ségréger et fragmenter l'espace urbain, à priver de droits des pans entiers de la population. Ils apportent des réponses nuancées et parfois contradictoires aux thèses de banlieues indociles et inciviques. La misère sociale et économique est-elle violentogène ou islamistogène ? Quelles sont les cartographies économiques et sociales de ces mobilisations, les dynamiques de déclassements et de mobilités qui peuvent les sous-tendre, les inégalités qu'elles consacrent ? Les travaux sur la politique des bidonvilles au Maroc[33] ou des quartiers paupérisés en Tunisie[34] ou encore sur les territoires de la révolte en Syrie[35] apportent plusieurs ordres d'analyse ; parfois discordantes. Des enquêtes mettent l'accent sur ce que B. Rougier qualifie de « jihadisme de classe »[36], c'est-à-dire par exemple en Syrie la combinaison de lignes de fractures identitaires et politiques avec des formes de clivages socioéconomiques, démontrant que les lignes de front sont, sur plusieurs terrains, également des lignes de partage des richesses[37]. D'autres, en changeant de focale et en s'intéressant aux logiques de l'échange, portant notamment sur les ressorts du clientélisme, réfutent l'idée du faible degré de politisation de ces sociétés et du caractère nécessairement fiévreux des mobilisations « *bread and butter* », de la violence émotionnelle de l'expression politique des déshérités pour ainsi dire. Que ce soit au Caire[38] ou à Casablanca[39], par exemple, l'engagement protestataire islamiste (pas nécessairement violent), s'explique moins à cause de la faim ou de situation de misère objectives, mais plutôt « au nom de

[31] Verdeil E., « L'observatoire urbain de Beyrouth, un outil scientifique en question : petit exercice d'égo-histoire », *Rumor*, 27 septembre 2015, [en ligne] http://rumor.hypotheses.org/3777, consulté le 02/10/2017.

[32] Pour une vision large de ces apports récents, voir : Bennafla K. (dir.), *Pouvoirs et acteurs dans les villes du Maghreb et du Moyen-Orient*, Paris, Karthala, 2015, *Stadnicki* R. (dir.), *Villes arabes, cités rebelles*, Paris, Éditions du Cygne, 2015.

[33] Zaki L., *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, Paris, Science po, Thèse de science politique, 2005.

[34] Lamloum O., Ben Zina M., Ben Amor R., Melliti I., Moussa H., *Les Jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen : une enquête sociologique*, Tunis, International Alert, Éditions Arabesques, 2015.

[35] Boissière T., David J. C., « Prologue », *Alep et ses territoires*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, p. 11-25 ; Balanche F., *Géographie de la révolte syrienne, Outre Terre*, n° 27, septembre, 2011.

[36] Rougier B., « Le Djihadisme est devenu un instrument de revanche sociale », *Le Monde*, 15/12/2016.

[37] Cette hypothèse de l'alignement partisan sur des facteurs socio-économique est également discutée dans l'ouvrage produit par une équipe du CEDEJ : Rougier B., Lacroix S. (dir.), *L' Égypte en révolutions*, Paris, PUF, 2015.

[38] Vannetzel M., *op. cit.*

[39] Zaki L., *op. cit.*

normes qui n'ont pas été respectées, de droits et d'obligations pour lesquels les engagements tacites n'ont pas été tenus »[40].

L'enquête de longue haleine, sur des terrains circonscrits, permet en tout état de cause, dans le concert de questionnement qui entoure aujourd'hui l'engagement violent, de mettre en lumière l'ancrage de ces mobilisations dans des sociabilités multiples qui ne se réduisent pas au lien à la religion pour s'intéresser d'avantage aux articulations locales de formes de dissidences et de loyalisme, de résistances civiles et de politisation de territoires, ou encore aux effets de relations intergénérationnelles.

Des travaux permettent aussi de nuancer l'analyse générationnelle : si la radicalité (la volonté de rupture avec des normes instituées) est associée à la « jeunesse »[41], et fait ainsi l'objet d'enquêtes ciblées par exemple en France dans le cadre de l'appel « recherche-attentats »[42], des recherches menées avec le soutien de ces UMIFRE, dans des contextes localisés, au Maghreb et au Proche-Orient, déconstruisent des clichés (*une* jeunesse décrite tour à tour comme frustrée, endoctrinée et « terroriste » ou au contraire avant-gardiste et « révolutionnaire »)[43] pour mettre en lumière non seulement la diversité relative de la condition de « jeune » (qui se croise avec d'autres formes de déterminisme, de genre, de classe, de nationalité, d'identifications ethniques, etc.)[44] mais encore la façon dont les politiques de la jeunesse s'inscrivent et produisent des dispositifs de gouvernement, de contrôle et de sécurisation des espaces et des sociétés[45].

PENSER LES RÉPLIQUES DE LA VIOLENCE POLITIQUE

A l'IRMC et au CJB notamment, une autre facette de la problématique a en effet été également explorée : celle des effets de répliques des violences politiques. Là-encore, l'ambition théorique de désenclaver la recherche est manifeste : non pas en faisant de ces terrains des lieux d'exercice de théories construites ailleurs, mais en s'efforçant au contraire de déjouer les pièges du (néo)orientalisme pour faire entrer les trajectoires politiques des sociétés observées dans une arène comparatiste des sciences sociales. Compte tenu des conditions présidant au recrutement des chercheurs dans les mondes académiques européens, proche-orientaux ou maghrébins, où les normes et questions de la discipline préside, ceci est particulièrement éloquent du point de vue de la production de jeunes et nouvelles recherches : elles conjuguent fidélité au terrain et construction de comparables complexes qui ne se réduisent pas à mesurer un écart à une norme ou une aune élaborée ailleurs, prenant en compte des catégories vernaculaires tout en veillant aux montées en généralité. Ainsi, plusieurs travaux produits au cours des deux dernières décennies se sont emparés de la problématique de l'autoritarisme, et de ses effets sur les rapports au politique.

Sous la direction, ou dans le creuset des travaux menés en Tunisie par le politiste M. Camau[46], premier directeur de l'IRMC, ou encore de travaux sur la place et les pratiques du Droit[47], la recherche en sociologie politique s'est engagée sur les terrains de l'autoritarisme, entendu dans sa double acception : celles de l'envers de la crise d'autorité et de l'hégémonie au sens gramscien du terme, centrée sur les institutions et les arrangements qui les fondent ; et celle des débordements de l'exercice de l'autorité, quelle qu'elle soit. Outre de beaux ouvrages de référence sur les ressorts du despotisme[48], plusieurs thèses soutenues par des UMIFRE, sous formes d'aides à la mobilité internationale, de bourse de courte durée, d'accueil scientifique, ou d'accueil dans les cours de langue, ont exploré les logiques de l'action collective en contexte autoritaire. Que ce soit au sujet des mouvements des droits de l'homme, islamistes et féministes au Maroc[49], des mobilisations dans la région minière de Gafsa[50], des oulémas sunnites syriens après la répression des Frères

[40] Fassin D., « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n°6, 2009, pp. 1242-1243.

[41] Fize M., *Radicalisation de la jeunesse. La montée des extrêmes*, Paris, Eyrolles, 2016 .

[42] Galland O., Muxell A., *Les jeunes et la radicalité*, 2017 [en ligne] http://www.gemass.fr/les-jeunes-et-la-radicalite, consulté le 06/10/2017.

[43] Bennani Chraïbi M., Farag I. (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes. Par-delà les promesses et les menaces,* Le Caire, Paris, CEDEJ/Aux lieux d'être, 2007.

[44] Catusse M., Bonnefoy L., *Jeunesses arabes. Du Maroc au Yémen, loisirs, cultures et politiques*, Paris, La découverte, 2013 .

[45] Catusse M., Destremau B., « Governing Youth, Managing Society: A Comparative Overview of Six Country Case Studies (Egypt, Lebanon, Morocco, Occupied Palestinian Territories, Tunisia and Turkey)", 2017, [En ligne], programme P2Y (7PCRD), http://www.power2youth.eu/publications/governing-youth-managing-society-a-comparative-overview-of-six-country-case-studies-egypt-lebanon-morocco-occupied-palestinian-territories-tunisia-and-turkey#sthash.lo4r1c3Y.dpbs, consulté le 06/10/2017.

[46] Voir les actes du colloque à paraitre « Actualité de la question autoritaire en Tunisie », IRMC/WAFAW/IREMAM/IFT, 28-29/10/2016, url : http://iremam.cnrs.fr/spip.php?article3693.

[47] Dupret B., Ferrié J. N., *Délibérer sous la coupole. L'activité parlementaire dans les régimes autoritaires* [en ligne], Beyrouth, Presses de l'IFPO, 2014.

[48] Camau M., Geisser V., *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali,* Paris, Presses de Sciences Po. Auquel répond quelques années plus tard Hibou B., 2006, *La force de l'obéissance : économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2003.

[49] Vairel F., *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée, Paris*, Presses de Science po, 2014.

[50] Allal A., *L'autoritarisme participatif. Politiques de développement et protestations dans la région minière de Gafsa en Tunisie 2006-2010*, Aix-en-Provence, IEP/AMU, Thèse de science politique, 2013.

© WAFAW

Illustration sur le site du programme ERC WAFAW

musulmans des années 1980[51], de l'écriture cinématographique de la contestation[52], des mouvements caritatifs[53] ou des palestiniens du camp de Yarmouk[54] dans la Syrie des Assad, ou encore les logiques de la protestation dans l' Égypte de Moubarak[55], leurs enquêtes discutent entre autre chose de ce qu'I. Sommier, spécialiste de l'étude des violences politiques en Europe[56], appelle les phénomènes de « répliques » de la violence (au sens de copie et non de riposte) : ce sont notamment les effets des violences étatiques, nourrissant en quelque sorte une culture et une justification normative de la violence politique, qui sont explorés à propos des conséquences de la criminalisation des oppositions, de leurs mises en clandestinité, de l'entre-soi et de la dimension totale ou sacrée que peut prendre leur engagement. V. Geisser, à partir des recherches qu'il a conduites à l'IRMC, évoque ainsi « l'autoritarisme des dominés » d'Adorno, pour expliquer les formes violentes, répressives, dogmatiques ou exclusives que peut prendre la protestation dans un contexte de répression et de violences d' État[57]. Quant à l'enquête d'E. Gobe sur la politisation des avocats tunisiens, elle montre également comment les mobilisations professionnelles peuvent se « radicaliser » (ici, au sens de se durcir) face aux exactions du régime, enlèvements et procès iniques[58].

D'autres travaux complètent ce socle de travaux : notamment, de la part d'historien de la période contemporaine, qui s'interrogent par exemple sur la culture des martyrs dans les mondes cette fois-ci chiites contemporains (à l'instar de la thèse de K. Chaib, bénéficiaire d'une bourse M. Seurat et accueillie à l'Ifpo au Liban[59]) ; ou encore, toujours avec le soutien de l'Ifpo, qui questionnent l'articulation de formes armées et civiles de mobilisation dans les sociétés contemporaines du Proche-Orient, bien au-delà, ou en deçà de la problématique du « jihadisme » : au sujet des mobilisations chiites dans la région[60], ou encore des articulations entre mouvements tiersmondistes et mobilisations islamistes dans le cadre des travaux de N. Dot-Pouillard[61].

Last but not least, la perspective creusée par F. Burgat dans ses travaux sur l'islamisme comme chercheur au CEDEJ, puis directeur du CEFAS, et de l'Ifpo,

[51] Pierret T., *Baas et Islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas.* Presses Universitaires de France, 2011 .

[52] Boex C., *Cinéma et politique en Syrie. Écritures cinématographiques de la contestation en régime autoritaire (1970-2010)*, Paris, L'Harmattan, coll. Ouvertures philosophiques, Série « Arts vivants », 2014.

[53] Ruiz L., *Associations de bienfaisance et ingénieries politiques dans la Syrie de Bachar-al-Assad : émergence d'une société civile autonome et retrait de l'État ?* Paris, EHESS, Thèse de sociologie politique, 2013.

[54] Napolitano V., *S'engager à Yarmouk. Sociologie de la militance palestinienne en Syrie*, Paris, EHESS, Thèse de science politique, 2015.

[55] Hassabo Ch., *La stabilité du régime Moubarak à l'épreuve d'une «situation de succession prolongée» : les limites de la consolidation autoritaire : un état des lieux politique de la période 2002-2010*, Grenoble, IEP/Université J. Fourier, Thèse de science politique, 2013 ; Vannezel M., *La clandestinité ouverte : réseaux et registres de la mobilisation des Frères musulmans en Égypte (2005-2010)*, Paris, Université Paris 1, Thèse de science politique, 2015.

[56] Sommier I., « Du « terrorisme » comme violence totale ? », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 174, no. 4, 2002, pp. 525-533.

[57] Geisser V., « L'autoritarisme des « dominés » : un mode paradoxal de l'autoritarisme politique ? », in Dabène O., Geisser V., Massardier G. (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008, pp. 181-212.

[58] Gobe E., *Les avocats en Tunisie de la colonisation à la révolution (1883-2011). Sociohistoire d'une profession politique*, Paris, Karthala-IRMC, 2013.

[59] Chaïb K., *Culture du martyre au Liban Sud, entre fabrication de catégories et enjeux mémoriels*, Paris, Université Paris 1, Thèse d'histoire, 2014.

[60] Pour des travaux sur les mobilisations soutenues par l'Ifpo, voir : Harb M., *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005) ; de la banlieue à la ville*, Beyrouth/Paris, Ifpo/Karthala, 2010 ; Le Thomas C., *Les écoles chiites au Liban. Construction communautaire et mobilisation politique*, Beyrouth/Paris, Ifpo/Karthala, 2012 ; Daher A., *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, Paris, PUF, 2014 ; Calabrese C., *Militer au Hezbollah. Ethnographie d'un engagement dans la banlieue sud de Beyrouth*, Beyrouth/Paris, Ifpo/Karthala, 2016.

[61] Notamment : AlHaj W., Dot-Pouillard N., Rébillard E., *De la théologie à la libération ? Histoire du Jihad islamique palestinien*, Paris, La Découverte, 2014.

comme à l'IREMAM à Aix-en-Provence, s'empare de la problématique de la violence politique – et de sa réplique, ici entendue comme revanche ou comme réponse – sous un autre angle complémentaire. Déjà dans *L'islamisme au Maghreb : la voix du Sud*[62] s'exprime l'analyse politique qu'il porte au développement d'un « islam politique » : ses travaux attentifs aux textes et discours mobilisant des ressources de la religion et de la culture musulmane insistent sur l'écho qu'ils sont d'une histoire coloniale (et post-coloniale) violente qui fait aujourd'hui retour[63].

Interdisciplinaires et attachés au travail de terrain, à l'étude de l'arabe, aux débats en cours dans les sociétés du Maghreb et du Proche-Orient, les UMIFRE de la région ont ainsi offert un cadre fécond, sans grand équivalent, pour le développement de plusieurs générations de savoirs croisés précieux pour comprendre d'une part sur ces terrains, les logiques propres de mondes d'engagement politiques qui peuvent user de la violence. Mais aussi, sans liens directs, évidemment, pour comprendre certaines des dynamiques que suit la pensée musulmane d'autre part : ainsi en est-il, par exemple, pour en rester à des études de contemporanéistes (mais le travail des historiens des différentes périodes et des linguistes dans ces UMIFRE est précieux pour qui s'intéresse notamment aux dimensions doctrinales et religieuses de ces problématiques), des travaux érudits de S. Mervin, chercheuse à l'Ifpo, puis directrice du CJB, attentive aux textes, aux doctrines et aux pratiques et chaines de transmissions des mondes chiites contemporains[64] ; ou encore la thèse de S. Lacroix sur le wahabisme saoudien, accueilli pour son master au CEFAS et plus tard associé au CEDEJ, Prix de thèse 2008 de l'Association Française de Sciences Sociales des Religions[65]. S'il était besoin de le rappeler, le nombre de thèses ici citées – et le recrutement ultérieur de la plupart de leurs auteurs –, souligne le véritable rôle de formation (et d'information) qu'ont joué ces instituts et qu'ils entendent encore jouer.

DES POSTES D'OBSERVATION ET DE FORMATION

Pour clore ce panorama – évidemment partiel et partial – du poste d'observation et de production de connaissance que sont ces UMIFRE en matière de compréhension des « radicalismes » politiques et religieux jihadistes, puisqu'au fond, c'était bien la question posée à l'origine de la réunion à Berlin, quelques mots supplémentaires sur la capacité de nos recherches à répondre aux demandes et inquiétudes légitimes de nos sociétés. Accusés en 2001 de s'isoler dans une tour d'ivoire, nos laboratoires font plutôt office de Tour de Babel, au croisement de plusieurs langages, traditions disciplinaires et interpellations citoyennes[66]. L'appel d'air (et l'appel d'aires) suscités par l'intensification d'une attention en Europe pour ces formes d'engagements de la part de jeunes européen.e.s notamment, a accru l'intérêt provoqué par les soulèvements et les révolutions de 2011. Dans cette veine, plusieurs programmes ambitieux et inter-UMIFRE permettent l'exploration de nouvelles hypothèses de travail, et favorisent l'émergence de nouveaux jeunes chercheurs et chercheuses sur ces terrains.

L'*advanced grant* de l'ERC attribuée à F. Burgat pour son programme WAFAW (*When Authoritarianism Fails in the Arab World, 2013-2017*) soutenu par l'ERC et accueilli à l'IREMAM, à l'Ifpo où il a été rédigé, et au CERI, illustre cela, autant qu'elle en est le fruit. Elle a soutenu plusieurs thèses et post-doctorats, accompagné

[62] Burgat F., *L'islamisme au Maghreb : La voix du Sud*, Paris, Karthala, 1988.

[63] Burgat F., *Comprendre l'islam politique : une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste, 1973-2016*, Paris, La Découverte, 2016.

[64] Mervin S., *Institutions cléricales, doctrines et rituels du chiisme contemporain Itinéraire de Chaqrâ' à Hyderabad*, mémoire de synthèse présenté pour l'obtention d'une HDR, Paris, EHESS, 2017.

[65] Lacroix S., *Les champs de la discorde. Une sociologie politique de l'islamisme en Arabie Saoudite (1954-2005)*, Paris, Science po, Thèse de science politique, 2007.

[66] Catusse M., Siino F., Signoles A., « Révolutions arabes : un évènement pour les Sciences sociales ? », *REMMM*, n°138, 2015, pp. 13-26.

© ERC TARICA

Illustration sur le site du programme ERC TARICA

le recrutement de nouveaux collègues et produira encore dans les années à venir une série de travaux combinant la production et l'exploration de données originales sur les mobilisations post-2011 au Proche-Orient et au Maghreb. Le travail de terrain sur des engagements « islamistes », la confrontation de travaux avec ceux de collègues du Proche-Orient et du Maghreb y tiennent une place importante. La part de jeunes recherches, appuyées sur des investigatons inédites que permet de conduire l'accueil dans des UMIFRE et le soutien d'un tel programme, présente un autre intérêt : celui de mettre l'accent sur des questionnements construits à partir de ces situations et protocoles d'enquête. Le nouveau projet TARICA (Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord, 2017-2021) dirigé à l'IRMC par A. Gana avec le soutien d'une autre *advanced grant* de l'ERC s'annonce tout aussi prometteur. Combinés à l'édition de publications rigoureuses et exigeantes mais dirigées vers un public plus large[67], ils constituent autant de lieux de production d'un savoir complexe et exigeant, construits dans des arènes internationales, et tournées vers la formation de nouveaux spécialistes.

L'AUTEUR

Politiste, chargée de recherche au CNRS à l'IREMAM (Aix-en-Provence), Myriam Catusse a été affectée à l'Ifpo (Liban) par le CNRS de 2006 à 2010, et a dirigé le département des études contemporaines de l'Ifpo de 2013 à 2017. Ses travaux (http://www.ifporient.org/myriam-catusse) portent sur les interactions entre politiques économiques et actions collectives, à l'aune de l'expression d'une question sociale au Proche-Orient. Dans le cadre des programmes européens WAFAW (ERC) et Power2Youth (7PCRD), et du GDRI APOCOP, elle s'interroge ces dernières années sur les ressorts politiques de la revendication de droits sociaux.

PARMI SES PUBLICATIONS RÉCENTES

Catusse Myriam, Destremau Blandine (2016), *Governing Youth, Managing Society: A Comparative Overview of Six Country Case Studies*, Power2Youth publications, Rome, IAI/7PCRD, juin.

Catusse Myriam, Siino François, Signoles Aude (dirs), (2015), *Révolutions arabes : un évènement pour les Sciences sociales ?*, *REMMM*, n°138, décembre.

Bonnefoy Laurent, Catusse Myriam (dirs) (2013), *Jeunesses Arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, Paris, La Découverte.

Ifpo

Myriam Catusse
Des UMIFRE au chevet d'un débat de société

CAHIERS DES IFRE #4, DÉCEMBRE 2017, 8-16.

www.ifre.fr/c/68741

[67] Mervin S., Mouline N., *Islams politiques. Courants, doctrines, idéologie*, Paris, CNRS édition, 2016.